

ARTICLE 54 : En fin d'année scolaire les présidents des comités pédagogiques se réunissent pour évaluer les résultats de l'application des programmes d'enseignement et de recherche et établissent un rapport annuel sur les activités de recherche.

ARTICLE 55 : Le compte rendu de réunion du Comité est signé conjointement par le Président de séance et le secrétaire. Il est transmis au Directeur Général de l'E.N.A.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES.

ARTICLE 56 : Les conditions d'accès et le régime des études sont fixés par arrêté du Premier Ministre.

ARTICLE 57 : Le Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme et de l'Etat et des Relations avec les Institutions, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de l'Education Nationale, le Ministre Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, le Ministre de l'Industrie et du Commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Bamako, le 30 mai 2007

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

Le Premier Ministre,
Ousmane Issoufi MAIGA

Le Ministre de l'Economie et des Finances,
Abou-Bakar TRAORE

Le Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme et de l'Etat et des Relations avec les Institutions,
Badi Ould GANFOUD

Le Ministre de la Culture,
Ministre de l'Education Nationale par intérim,
Cheick Ourmar SISSOKO

Le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales,
Général Kafoucouna KONE

Le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire,
Mariamantian DIARRA

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale,
Moctar OUANE

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
Choguel Kokalla MAIGA

DECRET N°175/P-RM DU 30 MAI 2007 PORTANT MODIFICATION DU DECRET N° 06-196/P-RM DU 26 AVRIL 2006 PORTANT CREATION DU COMITE DE SUIVI DE LA REFORME DE L'ETAT

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°06-196/P-RM du 26 avril 2006 portant création du Comité de Suivi de la Réforme de l'Etat ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 Avril 2004 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 02 Mai 2004 modifié, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRE,

DECRETE

ARTICLE 1^{er} : Il est ajouté à l'article 3 du décret du 26 avril 2006 susvisé deux (02) nouveaux tirets après le Ministre chargé de la Communication comme suit :

- le Ministre chargé de la Coopération Internationale ;
- le Ministre chargé de l'Hydraulique.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Bamako, le 30 mai 2007

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

Le Premier Ministre,
Ousmane Issoufi MAIGA

Le Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme et de l'Etat et des Relations avec les Institutions,
Badi Ould GANFOUD

Le Ministre Economie des Finances,
Abou-Bakar TRAORE

DECRET N°176/P-RM DU 30 MAI 2007 DETERMINANT LE CADRE ORGANIQUE DU PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION DE KIDAL

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu l'ordonnance N°07-013/P-RM du 22 mars 2007 portant création du Programme Intégré de Développement Rural de la Région de Kidal ;

Vu le Décret N°179/PG-RM du 23 juillet 1985 fixant les conditions et procédures d'élaboration des cadres organiques ;
Vu le Décret N°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°07-171/P-RM du 30 mars 2007 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement Programme Intégré de Développement Rural de la Région de Kidal ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 Avril 2004 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 02 Mai 2004 modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRE,

DECRETE

ARTICLE 1^{er} : Le Cadre Organique (structure, et effectifs) du Programme Intégré de Développement Rural de la Région de Kidal est défini et arrêté comme suit :

STRUCTURES/ POSTE	CADRE/CORPS	CAT.	EFFECTIF/ANNEE				
			I	II	III	IV	V
DIRECTION							
Directeur	IAGR/IEF/VIE/Insp.Fin./Très./Serv.E co.	A	1	1	1	1	1
Secrétaire	Secré.Adm./Att./Adm	B2/B1	1	1	1	1	1
Chauffeur	Contractuel		3	3	3	3	3
Planton	Contractuel		1	1	1	1	1
Gardien	Contractuel		2	2	2	2	2
Chargé du renforcement des capacités et du genre	IAGR/IEF/VIE/Insp.Fin./Très./Serv.E co./Prof.	A	1	1	1	1	1
Chargé du suivi évaluation	Plan/IAGR/IEF/VIE/Insp.Fin./Très./S erv. Eco./Ing.Stat./	A	1	1	1	1	1
Chargé de gestion administrative et financière	Insp.Fin./Très./Serv.Eco.	A	1	1	1	1	1
Chargé des Infrastructures et équipements	IIM/ICC	A	1	1	1	1	1
Chargé de la santé publique	Méd.Pharm.Ondo.Stom./Act .Sac/Prof./IAGR/IEF/VIE	A	1	1	1	1	1
Chargé du développement agro-pastoral et de la protection de l'environnement	IAGR/IEF/VIE	A	1	1	1	1	1
Chargé de l'information, de l'éducation la communication	Journ réal/Prof	A	1	1	1	1	1
TOTAL			15	15	15	15	15

ARTICLE 2 : Le Ministre de la Fonction Publique, de la Reforme de l'Etat et des Relations avec les Institutions et le Ministre de Economie et des Finances sont Chargés chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Bamako, le 30 mai 2007

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

Le Premier Ministre
Ousmane Issoufi MAIGA

Le Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme et de l'Etat et des Relations avec les Institutions,
Badi Ould GANFOUD

Le Ministre Economie des Finances,
Abou-Bakar TRAORE

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

ARRETE INTERMINISTERIEL N°04-2571/MEF-MATCL DU 13 DECEMBRE 2004 PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR SPECIAL D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°88-47/AN-RM du 05 avril 1988 portant création des Directions Administratives et Financières ;

Vu la Loi n°96-061 du 04 novembre 1996 portant principes fondamentaux de la Comptabilité Publique ;

Vu l'Ordonnance n°02-030/P-RM du 04 mars 2002 portant création de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;

Vu le Décret n°89-298/P-RM du 10 septembre 1989 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret n°97-192/P-RM du 09 juin 1997 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le Décret n°02-127/P-RM du 15 mars 2002 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;

Vu le Décret n°04-141/P-RM du 02 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté n°04-2326/MEF-SG du 12 novembre 2004 portant institution d'une régie spéciale d'avances auprès de la Direction Administrative et Financière du Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales ;

ARRESENT :

ARTICLE 1^{ER} : Monsieur N'Fa Aly KOITA, N°Mle 642.63.G, Inspecteur du Trésor, de 3^{ème} classe, 4^{ème} échelon en service à l'Agence Comptable Centrale du Trésor, est nommé Régisseur Spécial d'Avances auprès de la Direction Administrative et Financière du Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2 : Le régisseur spécial est soumis aux mêmes obligations et responsabilités des comptables publics et est de ce fait astreint à la constitution d'une caution.

Le montant de cette caution est fixé à deux cent mille francs CFA (200 000 francs CFA).

La dite caution doit être constituée immédiatement par un versement en espèce ou par un engagement de paiement sur une période de cinq (5) ans à partir de la date de prise de fonction.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 13 décembre 2004

Le Ministre de l'Economie et des Finances,
Abou-Bakar TRAORE

Le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales,
Kafougouna KONE